

**CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDE  
ENTRE LA VILLE DE VANNES, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE VANNES ET LE  
COMITE DES ŒUVRES D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE VANNES**

(Article L.2113-6 Code de la commande publique)

**Entre :**

**La ville de Vannes, représentée par Monsieur David ROBO**, Maire, dûment habilité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 14 novembre 2022 et d'une délégation de signature,

**Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Vannes représenté par Monsieur Mohamed AZGAG**, Vice-Président du Centre Communal d'Action Sociale de Vannes, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du .....,

**Les Scènes du Golfe, Etablissement Public de Coopération Culturelle à caractère administratif, représentée par Madame Ghislaine GOUBY**, directrice, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du .....,

Et

**Le Comité des Œuvre Sociales du personnel de la Ville de Vannes et du Centre Communal d'Action Sociale, représenté par Monsieur Sylvain IROUDAYASSAMY**, Président du Comité des Œuvres Sociales du personnel de la Ville de Vannes, et du Centre Communal d'Action Sociale, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 6 septembre 2022,

Il est arrêté ce qui suit :

Il est constitué entre la ville de Vannes, le Centre Communal d'Action Social de Vannes les Scènes du Golfe et le Comité des Œuvres Sociales du personnel de la Ville de Vannes et du Centre Communal d'Action Sociale, un groupement de commande régi par les dispositions de l'article L.2113-6 du Code de la commande publique.

**ARTICLE 1 – Objet :**

La ville de Vannes, le Centre Communal d'Action Social de Vannes, les Scènes du Golfe et le Comité des Œuvres Sociales du personnel de la Ville de Vannes et du Centre Communal d'Action Sociale décident dans un souci de cohérence technique et afin de réaliser des économies d'échelle de constituer un groupement de commande pour l'achat de prestations d'assurance hors assurance spécifique pour la construction.

Ce groupement a pour mission de lancer toutes les consultations utiles pour ce type de prestation. L'objet de la présente convention est de préciser les modalités de fonctionnement du groupement de commande, en conformité avec les dispositions de l'article L.2113-7 du Code de la commande publique.

**ARTICLE 2 – Composition du groupement :**

Les membres du groupement sont :

La ville de Vannes  
Le Centre Communal d'Action Sociale de Vannes  
Les Scènes du Golfe  
Le Comité des Œuvres Sociales du personnel de la Ville de Vannes et du Centre Communal d'Action Sociale

### **ARTICLE 3 – Périmètre du groupement de commandes :**

L'objet de cette convention est :

- L'achat d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'audit des contrats en cours, l'analyse des risques des parties au groupement et l'assistance à la rédaction des consultations en matière d'assurance. Le lancement de la consultation devrait intervenir au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2022 ;
- L'achat de prestations d'assurance hors assurance spécifique pour la construction. Le lancement de la consultation devrait intervenir courant 1<sup>er</sup> semestre 2023.

### **ARTICLE 4 – Règles du Code des marchés publics applicables au groupement et engagement de chaque membre :**

Le groupement est soumis pour les procédures de passation de marchés publics et accords-cadres dans les domaines visés à l'article 3 au respect de l'intégralité des règles applicables aux Collectivités Locales établies par le Code de la commande publique.

### **ARTICLE 5 – Modalités organisationnelles du groupement de commandes**

#### **5.1 - Désignation du coordonnateur :**

La Ville de Vannes est désignée coordonnateur du groupement et a la qualité de pouvoir adjudicateur. Elle est représentée par Monsieur David ROBO, Maire de Vannes.

#### **5.2 – Responsabilités et missions du coordonnateur :**

Le coordonnateur s'engage à assurer l'ensemble des missions décrites ci-après :

- recenser l'ensemble des besoins,
- définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation,
- établir le dossier de consultation des entreprises,
- définir les critères et les faire valider par l'ensemble des membres
- assurer la publicité de l'avis d'appel public à la concurrence,
- distribuer les dossiers de consultations des entreprises aux candidats le demandant,
- réceptionner les plis,
- convoquer, conduire et assurer le secrétariat des réunions de la commission d'appel d'offres
- préparer le rapport d'analyse des offres en concertation avec l'autre membre du groupement,
- informer les candidats non retenus,
- transmettre aux autres membres du groupement les documents nécessaires à la conclusion du marché avant notification (pièces de l'offre retenue, règlement de consultation, cahier des clauses administrative particulière, cahier des clauses techniques particulières....),
- signer le marché et le notifier,
- assurer la transmission au contrôle de légalité,
- assurer la publicité de l'avis d'attribution,
- effectuer le suivi technique des prestations.

**Attention, l'exécution financière et le constat du service fait des marchés sont assurés par chaque membre du groupement pour ce qui le concerne.**

## **ARTICLE 6 – Commission d'appel d'offres :**

Conformément aux dispositions de l'article 8 VII alinéa 4 du Code des marchés publics, la commission d'appel d'offres chargée de l'attribution de ce marché sera exclusivement celle du coordonnateur.

La commission d'appel d'offres du groupement choisit le cocontractant et émet un avis sur les avenants supérieurs à 5% du montant des marchés.

## **ARTICLE 7 – Dispositions financières :**

Le coordonnateur prendra en charge :

- le coût des publicités relatives aux avis d'appel public à la concurrence et d'attribution.
- le coût de la reproduction des dossiers de consultation des entreprises.

Les prestations propres à chaque marché seront facturées selon les bons de commande établis par chaque membre du groupement. Les membres du groupement procéderont ensuite au paiement de leurs dépenses respectives et résultantes des commandes, contrats et marchés passés au titre de la présente convention. Ce paiement sera effectué sur présentation de justificatifs.

## **ARTICLE 8 – Durée du groupement :**

Le groupement est constitué à partir de la notification du présent acte et jusqu'à la fin de l'exécution du dernier marché.

## **ARTICLE 9 – Retrait :**

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante notifiée au coordonnateur. Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché le retrait ne prend effet qu'à l'expiration du marché concerné.

## **ARTICLE 10 – Modalités d'adhésion au groupement :**

La signature de la présente convention constitutive emporte adhésion de chaque membre désigné ci-avant au groupement de commandes. Cette adhésion doit faire l'objet d'une autorisation préalable des assemblées délibérantes de chacun des membres du groupement.

Les délibérations des assemblées délibérantes dûment transmises au préalable au représentant de l'Etat sont notifiées au coordonnateur.

## **ARTICLE 11 – Capacité à agir en justice :**

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et sur son évolution.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divise la charge financière par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans les marchés ou accords-cadres afférents au dossier de consultation concerné. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

**ARTICLE 12 – Substitution du coordonnateur :**

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

**ARTICLE 13 – Litiges relatifs à la présente convention :**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

A Vannes, le .....

Pour la Ville de Vannes, Monsieur le Maire,	Pour le Centre Communal d'Action Sociale, Monsieur le Vice-Président,	Pour le Comité des Œuvres Sociales du personnel de la Ville de Vannes et du CCAS Monsieur le Président,
David ROBO	Mohamed AZGAG	Sylvain IROUDAYASSAMI
Pour les Scènes du Golfe, Madame la Directrice,		
Ghislaine Gouby		